



16 juin 2026. Intervention en séance publique – PPL visant à réparer les préjudices causés par la transplantation de mineurs de La Réunion en France hexagonale de 1962 à 1984.

16 juin 2026. Intervention en séance publique - DISCUSSION GÉNÉRALE - PPL visant à réparer les préjudices causés par la transplantation de mineurs de La Réunion en France hexagonale de 1962 à 1984.

Intervention (3')

DISCUSSION GÉNÉRALE

**PPL visant à réparer les préjudices causés par la transplantation de mineurs de La Réunion en France hexagonale de 1962 à 1984
Mardi 16 juin 2026 en Séance publique**

Madame la Présidente / Monsieur le Président,
Madame la Ministre,
Madame la Rapporteuse,
Mes Chers-ères Collègues,

À partir de 1962, plus de 2 000 mineurs réunionnais furent transférés vers l'Hexagone dans le cadre d'une politique présentée comme une réponse à la fois à la pression démographique de l'île et au dépeuplement de nombreux territoires ruraux. Derrière la promesse d'un avenir meilleur, nombre de ces enfants furent en réalité arrachés à leur environnement familial et culturel.

Cette politique fut décidée par Michel Debré, élu député de la Réunion en 1963. Dans le « Journal de l'île de la Réunion » du 5 octobre 1965, il exposait sa politique migratoire. Je cite :

« La métropole a besoin de bras et de jeunes cerveaux, correctement instruits, formés aux métiers les plus utiles et les plus profitables. Les jeunes Réunionnais, près de 2 000 cette année, le double l'an prochain, puis davantage, trouveront en métropole une chance de promotion. Ils reviendront ici ou s'installeront là-bas selon leur humeur, comme depuis cent ans, le font les Français d'une plus grande île qui s'appelle la Corse. »

À la fin des années 1960, il qualifia l'opération de totale réussite. La réalité fut bien différente, car une « migration forcée » se substituera au volontariat



16 juin 2026. Intervention en séance publique – PPL visant à réparer les préjudices causés par la transplantation de mineurs de La Réunion en France hexagonale de 1962 à 1984.

initialement annoncé. Les jeunes Réunionnais ne pouvaient que subir douloureusement ce décalage considérable entre leur mode de vie insulaire et leur vie en métropole.

S'ajoutèrent souvent aux difficultés d'adaptation climatique : le déracinement, l'éclatement des fratries, l'éloignement durable des familles, la barrière de la langue et des comportements parfois racistes vis-à-vis de ces Français métissés, qui pensaient revenir un jour sur leur île, mais ne le purent quasiment jamais.

Il serait toutefois réducteur de ne retenir de ces parcours que leurs blessures, car certains ont fait preuve d'une remarquable résilience et ont construit des vies familiales, professionnelles et citoyennes exemplaires.

Comme Sénateur de la Creuse, je me sens profondément concerné par ce que les médias ont parfois appelé : « L'affaire des Réunionnais de la Creuse ». Sur les 2 015 mineurs transférés dans les années 1960 et 1970, 215 le furent dans mon département qui, surtout, servit de pôle de répartition entre les autres destinations (soit 83 départements). J'ai **pu mesurer combien les cicatrices demeuraient ouvertes, combien la quête des origines restait douloureuse et combien le traumatisme continuait à marquer les parcours individuels et familiaux.**

En relais à la Fédération des Enfants déracinés des DROM, je salue le rôle des associations qui, sur des modes divers, affirment leur légitime attachement à leurs origines et revendiquent reconnaissance et réparation par l'État français.

Depuis l'adoption de la résolution mémorielle de 2014 et les travaux de la commission historique installée en 2016, des progrès ont été accomplis dans l'établissement des faits. Toutefois, les attentes demeurent fortes en matière de reconnaissance pleine et entière de la responsabilité publique et d'accompagnement des victimes.

Ce texte se veut une réponse à cette attente.

Il permettra de mieux inscrire cette page douloureuse de notre histoire nationale dans la mémoire collective, afin qu'elle ne puisse jamais tomber dans l'oubli.

L'État français doit aujourd'hui se montrer à la hauteur des attentes exprimées depuis tant d'années et à la mesure des préjudices subis. Le temps presse : il y a



16 juin 2026. Intervention en séance publique – PPL visant à réparer les préjudices causés par la transplantation de mineurs de La Réunion en France hexagonale de 1962 à 1984.

urgence à réparer, à reconnaître et à transmettre.

C'est pourquoi le groupe Socialiste, Écologiste et Républicain votera en faveur de cette proposition de loi, **dont nous souhaitons l'adoption conforme par le Sénat.**

Je vous remercie.